CTB

Insérer logo partenaire ici

RAPPORT DES RESULTATS 2013

PROGRAMME DE DESENCLAVEMENT DANS LE KASAÏ-ORIENTAL (PRODEKOR)

RD CONGO

CODE DGCD: NN 3013499
CODE NAVISION : RDC 12 173 11

ACRONYMES **4**

1 APERÇU DE L'INTERVENTION (MAX. 2 PAGES) **6**

1.1 FICHE D'INTERVENTION 6
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE 7
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE 7
1.3.1 Pertinence *7*
1.3.2 Efficacité *7*
1.3.3 Efficience *7*
1.3.4 Durabilité potentielle *8*
1.4 CONCLUSIONS 8

2 MONITORING DES RESULTATS **9**

2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE 9
2.1.1 Contexte général *9*
2.1.2 Contexte institutionnel *9*
2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution *10*
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME 10
2.2.1 Progrès des indicateurs *10*
2.2.2 Analyse des progrès réalisés *10*
2.2.3 Impact potentiel *11*
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1 13
2.3.1 Progrès des indicateurs *13*
2.3.2 État d'avancement des principales activités *13*
2.3.3 Analyse des progrès réalisés *13*
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2 14
2.4.1 Progrès des indicateurs *14*
2.4.2 État d'avancement des principales activités *14*
2.4.3 Analyse des progrès réalisés *14*
2.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3 15
2.5.1 Progrès des indicateurs *15*
2.5.2 État d'avancement des principales activités *15*
2.5.3 Analyse des progrès réalisés *15*
2.6 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4 16
2.6.1 Progrès des indicateurs *16*
2.6.2 État d'avancement des principales activités *16*
2.6.3 Analyse des progrès réalisés *16*
2.7 THEMES TRANSVERSAUX 17
2.7.1 Genre *17*
2.7.2 Environnement *17*
2.7.3 Autre *17*
2.8 GESTION DES RISQUES 18

3 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE **19**

3.1 REORIENTATIONS STRATEGIQUES 19
3.2 RECOMMANDATIONS 20
3.3 ENSEIGNEMENTS TIRES 20

4 ANNEXES 21

4.1 CRITERES DE QUALITE 21
4.2 DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI 24
4.3 CADRE LOGIQUE MIS A JOUR 25
4.4 APERÇU DES MORE RESULTS 27
4.5 RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) » 27
4.6 RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION 27

Acronymes

ACCO	Association des Chauffeurs du Congo DR
ACOPEDEC	Association des Colporteurs Pédaleurs pour le Développement du Congo
AT(I/N)	Assistant Technique (International/National)
BAD	Banque Africaine de Développement
BIT	Bureau International du Travail
CARG	Conseil Agricole et Rural de Gestion
CCP	Comité Consultatif Provincial
CCQ	Comité de Contrôle de Qualité
CIELS	Comité Interentreprises de Lutte contre le VIH/SIDA
CLAT	Comité de Lutte Anti Tracasserie
CLER	Comité Local d'Entretien Routier
CLESB	Comité Local d'Entretien, Sécurité et Balisage
COORDICLER	Coordination des CLER (niveau territoire)
CRONGD	Conseil Régional des ONGD
CTB	Coopération Technique Belge
CVD	Comité Villageois de Développement
DFID	Department for International Development
DGD	Direction Générale de la Coopération au Développement
DSCPR	Document Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
DTF	Dossier Technique et Financier
DVDA	Direction des Voies de Desserte Agricole
EDUKOR	Programme d'appui à l'Education au Kasaï-Oriental
EUR	Euro
FAO	Food and Agriculture Organisation
FEC	Fédération des Entreprises Congolaises
FEDECLER	Fédération des CLER (niveau district)
FONER	Fonds National d'Entretien Routier
FRER	Fonds Régional d'Entretien Routier
HIMO	Haute Intensité de Main-d'œuvre
IOV	Indicateurs Objectivement Vérifiables
MGEFAE	Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MTR	Mid Term Review (=Evaluation à mi-parcours)
MITPR	Ministère des Infrastructures, Travaux Publics et Reconstruction
MPTPI	Ministère Provincial des Travaux Publics et Infrastructures
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG(D)	Organisation Non Gouvernementale (de Développement)
OR	Office des Routes
OVD	Office des Voiries et Drainage
PAPNG	Politique Nationale Genre et de son Plan d'Action

PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PME	Petite ou Moyenne Entreprise
PNG	Politique Nationale Genre
PQCE	Plan Quinquennal de Croissance et de l'Emploi
PREPICO	Programme de Réhabilitation et d'Entretien des pistes au Congo
PRODAKK	Programme de Développement Agricole dans le Kwilu et Kwango
PRODAKOR	Programme de Développement Agricole dans le Kasaï-Oriental
PRODEKK	Programme de Désenclavement dans le Kwilu et Kwango
PRODEKOR	Programme de Désenclavement dans le Kasaï-Oriental
PSNLS	Plan Stratégique National de Lutte contre le VIH/SIDA
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PV	Procès-Verbal
RDC	République Démocratique du Congo
RIB	Réhabilitation et Entretien des Infrastructures Routières dans la province de Bandundu
RIL	Route d'Intérêt Local
RN	Route Nationale
RP	Route Provinciale
SIG	Système d'Information Géographique
SLA	Service Level Agreement
SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale
TDR	Termes de Référence
TMARQ	Temps, Moyens, Activités, Résultats, Qualité (méthodologie de suivi)
TRASI	Transporteur Arrête SIDA
ITPR	Infrastructures, Travaux Publics et Reconstruction
UCAG	Unité Conjointe d'Appui à la Gestion
UDP	Unité de Direction de Programme
UE	Union Européenne

1 Aperçu de l'intervention (max. 2 pages)

1.1 Fiche d'intervention

Titre de l'intervention	Programme de désenclavement dans la province du Kasaï-Oriental PRODEKOR)
N° d'intervention DGD	3013499
Code Navision CTB	RDC 12 173 11
Institution partenaire	Ministère Provincial en charge du Développement Rural
Durée de l'intervention	60 mois pour l'exécution
Date démarrage de l'intervention	26 septembre 2013
Contribution du pays partenaire	Contribution au financement de l'entretien (estimée à >3M USD sur la durée du programme)
Contribution belge	20 000 000 EUR
Secteur (codes CAD)	21020 & 21040 road & water transport
Brève description de l'intervention	L'objet de la prestation est de désenclaver les zones de production agricole de la province du Kasaï-Oriental par la réhabilitation et l'entretien des pistes rurales et les voies d'eau. Ce programme de désenclavement est couplé à un programme d'appui à la relance du secteur agricole dans la même province qui consiste à appuyer les systèmes d'exploitation familiale afin d'augmenter les revenus des paysans.
Objectif global	L'évacuation de la production agricole des exploitants familiaux, dans les districts de Tshilenge, Kabinda et Sankuru de la Province du Kasaï-Oriental vers les points d'évacuation (routes, fluviaux, ferroviaires) et vers les centres de consommation est améliorée, ainsi que les accès aux services et à la mobilité des personnes.
Objectif spécifique	Mettre à disposition des utilisateurs un réseau multimodal prioritaire, durable et praticable en toute saison grâce à la réhabilitation et aux mécanismes d'entretien.
Résultats	R1. La maîtrise d'ouvrage au niveau provincial est renforcée. R2. Un réseau multimodal de transport, répondant aux priorités provinciales de développement, est réhabilité. R3. Un réseau multimodal de transport est entretenu à travers des structures locales R4. Les bonnes pratiques d'utilisation du réseau sont appliquées
Bénéficiaires directs	Les populations habitants les zones d'interventions (5,7 million). Les transporteurs qui utilisent les routes réhabilitées. Les ouvriers qui réhabilitent et entretiennent les routes. Les fonctionnaires en charge des routes par le renforcement de leurs capacités.
Bénéficiaires indirects	Les populations consommatrices des villes.

1.2 Exécution budgétaire

[1]*Fournir les informations demandées dans le tableau ci-dessous. Fournir les dépenses de l'année couverte par le rapport (= n) et des années précédentes. Ajouter/supprimer des colonnes si cela est nécessaire.*

	Budget	Dépenses		Solde	Taux de déboursement à la fin de l'année n
		Années précédentes	Année couverte par le rapport (n)		
Total	20.000.000	0	46.117	19.953.883	0,2%
Output 1	400.000	0	0	400.000	0,0%
Output 2	8.720.000	0	0	8.720.000	0,0%
Output 3	5.325.000	0	0	5.325.000	0,0%
Output 4	270.000	0	0	270.000	0,0%
Gen. Means	4.969.000	0	46.117	4.922.883	0,9%

1.3 Autoévaluation de la performance

Utiliser les checklists de l'annexe 4.1 pour évaluer la performance de l'intervention. Copier la note totale dans l'encadré correspondant infra.
Commenter succinctement la note attribuée aux différents critères. Le lecteur doit pouvoir comprendre le pourquoi de la note attribuée. Ces commentaires permettront au lecteur de comprendre les forces et faiblesses de l'intervention.

1.3.1 Pertinence

Ce Programme ne vient que de démarrer depuis Octobre 2013. On est encore dans la phase d'installation des bureaux et de l'établissement de l'équipe	**Performance**
Pertinence	N/A

Rédiger des commentaires (longueur maximale : 250 mots)

1.3.2 Efficacité

Ce Programme ne vient que de démarrer depuis Octobre 2013. On est encore dans la phase d'installation des bureaux et de l'établissement de l'équipe	**Performance**
Efficacité	N/A

Rédiger des commentaires (longueur maximale : 250 mots)

1.3.3 Efficience

Ce Programme ne vient que de démarrer depuis Octobre 2013. On est encore dans la phase d'installation des bureaux et de l'établissement de l'équipe	**Performance**
Efficience	N/A

[1] *Tout au long du texte, les instructions sur la manière de remplir ce rapport ont été rédigées en italique et surlignées en jaune (tant dans le corps du texte que dans les notes de bas de page). Une fois les cases remplies, toutes ces instructions doivent être supprimées.*

Rédiger des commentaires (longueur maximale : 250 mots)

1.3.4 Durabilité potentielle

Ce Programme ne vient que de démarrer depuis Octobre 2013. On est encore dans la phase d'installation des bureaux et de l'établissement de l'équipe	**Performance**
Durabilité potentielle	N/A

Rédiger des commentaires (longueur maximale : 250 mots)

1.4 Conclusions

Formuler les conclusions clés du présent Rapport des résultats. Il existe certains éléments clés dont tout lecteur devrait se souvenir. Utiliser des puces (« bullet points ») pour structurer ces principales conclusions (max. 5)

Ce Programme ne vient que de démarrer depuis Octobre 2013. L'année 2013 est encore la phase d'installation des bureaux et de l'établissement de l'équipe.

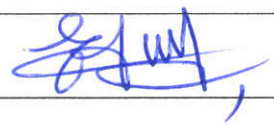
Les dates des arrivées des experts sont :

- Arrivée en RDC de l'ATI Coordinateur du programme PRODAKOR-PRODEKOR-EDUKOR le 21 septembre 2013 et a Mbuji Mayi le 29 septembre 2013
- Arrivée de l'ATI routier en RDC le 1 novembre 2013 et à Mbuji Mayi le 7 novembre 2103

Le programme s'est installée dans les locaux de PREPICO 3 à Mbuji Mayi dès l'arrive de l'ATI Coordinateur du programme.

Les activités déjà entamées en 2013 étaient essentiellement :

- Ouverture officielle du programme PRODAKOR-PRODEKOR[2] par S.E. le Gouverneur de la Provence Orientale : 30 Septembre 2013
- Présentation des programmes aux partenaires (y compris la société civile) à MBM le 1 Novembre 2013 ;
- Des prises de contact avec les institutions et administrations dans la province KOR, y compris les ministères du Développement Rural et de l'agriculture, la représentation et les UCAGs à Kinshasa, la gouvernance et les ministères provincial et les projet PREPICO et PRODEKK-PRODAKK à Kikwit ;
- La participation à la réunion d'installation du CPR KOR le 30/10/2013 ;
- La participation à la première réunion CPR KOR le 15/11/2013 ;
- Le recrutement de quelques personnels logistiques (logisticien, chauffeurs) ;
- Le recrutement d'un agent pour la collecte des données ;
- La définition des activités immédiates des programmes ;
- Recherche de locaux pour l'installation définitive du programme.

Fonctionnaire exécution nationale[3]	Fonctionnaire exécution CTB[4]
	Alioune Diop
	

[2] Le DTF du programme EDUKOR n'est pas encore approuvée
[3] *Nom et signature*
[4] *Nom et signature*

2 Monitoring des résultats[5]

2.1 Évolution du contexte

2.1.1 Contexte général

Le Programme de désenclavement dans la province du Kasaï-Oriental (PRODEKOR) est financé par le PIC 2011-2013 avec une contribution de la Coopération Belge de 20 millions d'Euros et une durée de mise en œuvre de cinq ans, a compter à partir de Octobre 2013.

Le PRODEKOR s'inscrit dans une complémentarité stratégique avec les deux autres programmes provinciaux exécutés également par la CTB dans la province du Kasaï-Oriental : le PRODAKOR (Programme de Développement Agricole au Kasaï-Oriental) qui travaille sur le développement agricole dans une série de bassins de production situés dans huit territoires, eux-mêmes répartis dans trois districts de la province, et EDUKOR (Programme d'Appui à l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle (ETFP) dans le Bassin d'Emploi de Mbuji Mayi) qui s'occupera de la formation professionnelle dans la province éducationnelle du Kasaï Oriental I et le territoire de Ngandajika.

Le PRODEKOR et les 2 autres programmes doivent identifier les interactions entre chacun des secteurs et les axes de collaboration ainsi que les complémentarités pour un développement intégré dans la province. Cette complémentarité se matérialise par une structure de coordination provinciale commune, basée à Mbuji Mayi, qui assure un rôle d'interface avec les autorités et une mise en cohérence accrue au niveau de la mise en œuvre, dans le respect toutefois des priorités et des spécificités sectorielles respectives.

Le désenclavement prévu par l'intervention PRODEKOR est strictement couplé au programme d'appui à la relance du secteur agricole, c.à.d. le PRODAKOR. Ce programme consiste à appuyer durablement les systèmes d'exploitations familiales dans les zones ciblées, afin d'augmenter les revenus des exploitants et exploitantes, d'améliorer la sécurité alimentaire dans la région et au-delà. La priorisation des zones à désenclaver est donc faite en fonction des activités menées dans le programme du secteur de l'agriculture.

Ce programme est la suite des programmes de désenclavement précédents de la coopération belgo-congolaise, PREPICO 1, 2 et 3 formulés en 2007 et 2008 et 2009 respectivement et exécuté entre autres au Kasaï Oriental.

2.1.2 Contexte institutionnel

Pour ce qui concerne le contexte politique et socio-économique en général, il reste fragile dans la province concernée (ceci est aussi vrai dans les autres provinces). La population dispose d'un pouvoir d'achat extrêmement faible et une grande partie d'elle vit en dessous du seuil de la pauvreté. A ceci s'ajoute, l'isolement des zones de production, une dégradation des infrastructures, des intrants inexistants ou inappropriés, une faible organisation des administrations et une législation faible pour la mise en œuvre d'un développement des secteurs.

La deuxième génération du Document de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCPR 2 qui couvre la période 2011-2015), se fixe comme objectif global à l'horizon 2015, une amélioration sensible des conditions de vie de la population. Le DSCPR II prévoit que les capacités institutionnelles des structures provinciales seront renforcées, mais le programme s'exécute tout de même toujours dans un contexte de gouvernance fragile et un cadre institutionnel difficile avec une gestion faible, tandis que le processus de décentralisation du Gouvernement ne progresse que lentement.

Pour ce qui concerne le contexte administratif et institutionnel du secteur, le maître d'ouvrage pour les routes nationales est le Ministère des Infrastructures, Travaux Publics et Reconstruction (MITPR) au niveau national.

Pour toutes les autres routes, le maître d'ouvrage se situe au niveau provincial, dans le Ministère Provincial des Travaux Publics et Infrastructure (MPTPI).

L'OR, l'OVD et la DVDA sont des entités déconcentrées, ce qui veut dire qu'ils ont une coordination à Kinshasa qui dirige les antennes en province, qui en dépendent.

[5] L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

Une « Etude Gouvernance Pistes et Bacs – RDC » menée en 2011 dans les provinces retenues dans le PIC de la coopération belgo-congolaise a identifié quelques défis dans le secteur dont le programme doit tenir compte :

- Une maîtrise d'ouvrage provinciale encore fragile
- Une gestion peu transparente des moyens financiers
- Une réglementation routière incomplète et peu connue, et pas appliquée

Cependant, depuis lors, un arrêté provincial portant création de Commissions Provinciale Routière (Arrêté Nr. 01/6/26/CAB.PROGOU/K.OR/2013) a été signé en date du 17 Octobre 2013. Cet arrêté crée la Commissions Provinciales Routières en Province du Kasaï Oriental (CPR / KOR), ce qui constitue un pas important vers plus de transparence et de redevabilité dans le secteur routier, en rapprochant les décisions, la gestion et la coordination du terrain.

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

L'exécution du projet se fera selon les suggestions et orientations données dans le DTF.

En termes d'exécution, le projet disposera d'une équipe multidisciplinaire. Cette équipe est actuellement encore en train de se constituer.

2.2 Performance de l'outcome

2.2.1 Progrès des indicateurs[6]

Indicateurs[7]	**Valeur de la *Baseline*[8]**	**Progrès année N-1**[9]	**Progrès année N**[10]	**Cible année N**[11]	**Cible finale**[12]
Augmentation du trafic;	**Encore à déterminer lors de l'étude de base**				
Réduction du temps de trajet;					
Augmentation de la taille des marchés					

2.2.2 Analyse des progrès réalisés

Analyser les progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'outcome. Cette analyse doit décrire les éléments suivants : quels sont les progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'outcome ? Les outputs aboutiront ils (toujours) au processus de changement envisagé (ce processus de changement aurait-il lieu ?) ? Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) ? Résultats inattendus?
Ces éléments doivent permettre au lecteur de comprendre si et comment se déroule le processus de changement voulu par l'intervention.

Ce Programme ne vient que de démarrer depuis Octobre 2013. L'année 2013 est encore la phase d'installation des bureaux et de l'établissement de l'équipe. L'étude de base n'a pas encore été finalisée.

---

[6] *Vous pouvez utiliser le tableau fourni ou le remplacer par votre propre format de matrice de monitoring. Ajouter/supprimer des colonnes en fonction du contexte (certaines interventions devront ajouter des colonnes pour les années précédentes, tandis que d'autres – nouvelles - interventions n'auront pas encore de valeur pour l'année précédente).*
[7] Reprendre les indicateurs tels qu'ils figurent dans le cadre logique.
[8] La valeur de l'indicateur au temps 0. Se réfère à la valeur des indicateurs au début de l'intervention.
[9] La valeur de l'indicateur à la fin de l'année N-1.
[10] La valeur de l'indicateur à la fin de l'année N. Si la valeur n'a pas changé depuis la *Baseline* ou depuis l'année précédente, il y a lieu de répéter cette valeur.
[11] La valeur cible à la fin de l'année N.
[12] La valeur cible à la fin de l'intervention.

2.2.3 Impact potentiel

Décrire la probabilité que l'outcome (puisse) contribue(r) à l'impact, tel que (pré)supposé (lors de la formulation ou escompté dans les données de la Baseline). Il y a dès lors lieu d'évaluer si cette partie de la logique d'intervention est toujours valable. Si des indicateurs ont été définis dans le DTF ou la Baseline, veuillez ajouter ces valeurs afin d'illustrer l'impact potentiel.

Le programme a identifié et choisi une double stratégie d'intervention pour son démarrage :

- Une réflexion profonde sur la situation de terrain par rapport aux objectifs du DTF et l'établissement de la ligne de base en accord avec ces réalités et l'impact potentiel du programme.
- Une intervention immédiate sur le terrain, afin d'augmenter la visibilité du programme et d'exécuter plusieurs pilotes pour préparer notre baseline et de déjà tester une stratégie potentielle pour le programme a la réalité du terrain dans la province KOR;

En fonction de cette double stratégie, les activités de programme suivants ont étés entamées en dehors des activités d'installation et de composition des équipes, dans cette période de démarrage du programme ;

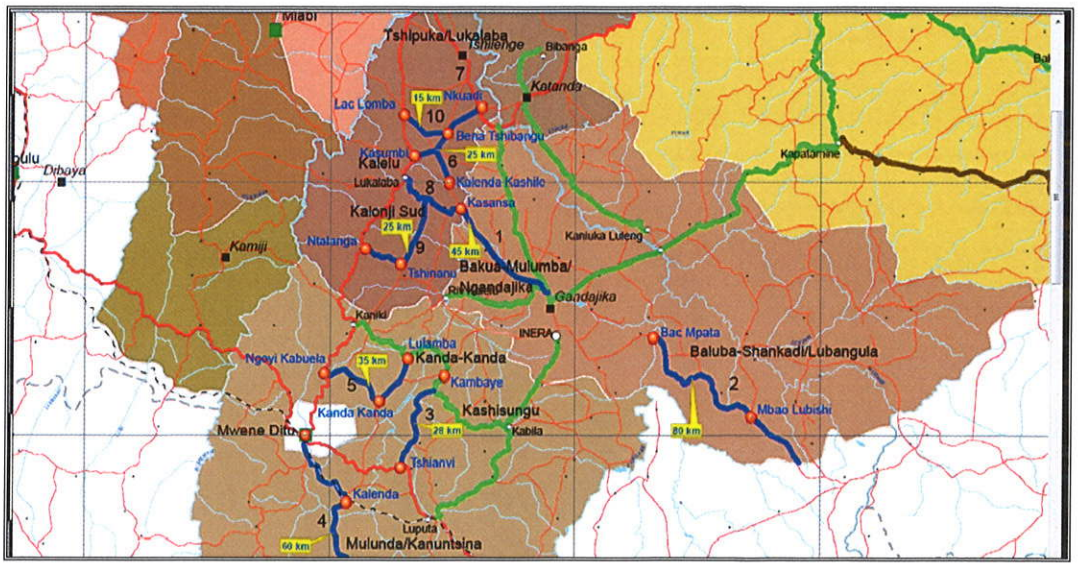
1. Les Activités déjà à amener lors de la première année, afin d'avoir des résultats tangibles aux villages et de répondre aux soucis du gouvernement provincial et de la population sont :
   - La réflexion sur les critères de sélection des pistes à réhabiliter, ce qui a résulté en la proposition d'un Matrice multicritère de sélection des pistes à la Commission Provinciale Routière de la Province de Kasaï Oriental (CPR / KOR)

     Apres discussion avec les partenaires dans des rencontres individuelle et dans deux ateliers, cette Matrice multicritère de sélection des pistes a été retenue et il est approuvé par la Commission Provinciale Routière de la Province de Kasaï Oriental (CPR / KOR).
   - La proposition d'un programme avancée de réhabilitation de pistes prioritaires d'environ 250 km[13], choisi sur base de leur qualification évaluée sommairement aux critères de sélection et après consultations avec les partenaires, qui comprend les axes routiers montres dans le tableau ci-dessous et illustrées dans le plan suivant avec indication des noms des bassins de production de la zone d'intervention du programme PRODAKOR également signalées :

[13] Les critères de choix des axes à réhabiliter, ainsi que ce programme des axes prioritaire a été approuvé par la suite par la CPR / KOR dans sa réunion du 9 mars 2014

PROPOSITION AXES ROUTIERS A REHABILITER					
Dist	Terr.	Axes routiers		Long. (Km)	Bassin de production
		N°	Axes routiers		
Kabinda	Ngandajika : 82	1	Ngandajika - Bac Kasansa	29.7	Bakua Mulumba
		2	Mpata (à partir du bac) - Mbao Lubishi - Frontière Katanga	51.32	Baluba Shankadi
	Luilu : 94	3	Kambaye - Tshiamvi (RN1)	21.1	Kanda-kanda
		4	Muene Ditu - Kalenda - Mulundu	55.7	Chefferie de Mulundu
		5	Ngoyi Kabuela - Kanda Kanda	16.8	Kanda-kanda
	Tshilenge : 73	6	Kasumbi (RN1)-Kalenda Kashile	12	Tshipuka/ Lukalaba
Tshilenge		7	Disangu - Nkuadi	14.7	Tshipuka/ Lukalaba
		8	Lukalaba-Kasansa (Bac)	19.46	Tshipuka/ Lukalaba
		9	Ntalanga (RN1) - Tshinanu - Kasansa	18.4	Kalonji-Sud
		10	Bena Tshibangu - Lac Lomba (RN1)	7.73	Tshipuka/ Lukalaba
Total				246.91	

Tableau : Proposition d'un programme avancée de réhabilitation de pistes prioritaires



Plan des pistes à réhabiliter en priorité par Programme de Désenclavement dans le Kasaï-Oriental – PRODEKOR et leur positionnement par rapport aux bassins de production de la zone d'intervention du programme PRODAKOR.

2. L'étude de la ligne de base sera base sur les études sectorielles existantes en RDC, les expériences et avis exprimés par l'UCAG MINIDER ; la capitalisation des expériences des programmes PREPICO 1, 2 et 3 en RDC, l'expérience et les résultats des études de bases menés dans le Programme de Développement Agricole dans les districts du Kwilu et du Kwango (Bandundu) – PRODEKK (déjà en exécution depuis plus d'un an), les expériences de l'équipe et des expert extérieurs contactées par eux, ainsi que les résultats obtenus par les interventions prioritaires sur le terrain inclus dans le tableau ci-dessus.

2.3 Performance de l'output 1[14]

2.3.1 Progrès des indicateurs

Ce Programme ne vient que de démarrer depuis Octobre 2013. L'année 2013 est encore la phase d'installation des bureaux et de l'établissement de l'équipe. Cette rubrique ne peut être remplie que lorsque l'étude de base a été finalisée

2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités [15]	**État d'avancement :**			
	A	B	C	D
1 Mise en place de l'équipe			C	

PS : La mise en place de l'équipe nationale est lente à cause d'un manque manifeste de candidats qualifiés

2.3.3 Analyse des progrès réalisés

Analyser les progrès réalisés par rapport à l'atteinte de cet output. Cette analyse doit décrire les éléments suivants : progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output, les activités aboutiront-elles (toujours) à l'output envisagé, difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative), résultats inattendus (positifs ou négatifs). Ces éléments doivent permettre au lecteur de comprendre si et comment les outputs seront atteints.

---

[14] *Le template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres non nécessaires).*
En ce qui concerne le niveau de l'outcome, vous pouvez aussi remplacer ce tableau par le propre format de l'intervention (p.ex., de votre outil de monitoring opérationnel)

[15] A : Les activités sont en avance
B Les activités sont dans les délais
C Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.4 Performance de l'output 2

2.4.1 Progrès des indicateurs

Ce Programme ne vient que de démarrer depuis Octobre 2013. L'année 2013 est encore la phase d'installation des bureaux et de l'établissement de l'équipe. Cette rubrique ne peut être remplie que lorsque l'étude de base a été finalisée

2.4.2 État d'avancement des principales activités

2.4.3 Analyse des progrès réalisés

Analyser les progrès réalisés par rapport à l'atteinte de cet output. Cette analyse doit décrire les éléments suivants : progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output, les activités aboutiront-elles (toujours) à l'output envisagé, difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative), résultats inattendus (positifs ou négatifs). Ces éléments doivent permettre au lecteur de comprendre si et comment les outputs seront atteints.

2.5 Performance de l'output 3[16]

2.5.1 Progrès des indicateurs

Ce Programme ne vient que de démarrer depuis Octobre 2013. L'année 2013 est encore la phase d'installation des bureaux et de l'établissement de l'équipe. Cette rubrique ne peut être remplie que lorsque l'étude de base a été finalisée

2.5.2 État d'avancement des principales activités

2.5.3 Analyse des progrès réalisés

Analyser les progrès réalisés par rapport à l'atteinte de cet output. Cette analyse doit décrire les éléments suivants : progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output, les activités aboutiront-elles (toujours) à l'output envisagé, difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative), résultats inattendus (positifs ou négatifs). Ces éléments doivent permettre au lecteur de comprendre si et comment les outputs seront atteints.

[16] *Si le cadre logique contient plus de 3 outputs, copier-coller le chapitre 2.4 et créer le 2.6 pour l'output 4, le 2.7 pour l'output 5, etc.*

2.6 Performance de l'output 4

2.6.1 Progrès des indicateurs

Ce Programme ne vient que de démarrer depuis Octobre 2013. L'année 2013 est encore la phase d'installation des bureaux et de l'établissement de l'équipe. Cette rubrique ne peut être remplie que lorsque l'étude de base a été finalisée.

2.6.2 État d'avancement des principales activités

2.6.3 Analyse des progrès réalisés

Analyser les progrès réalisés par rapport à l'atteinte de cet output. Cette analyse doit décrire les éléments suivants : progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output, les activités aboutiront-elles (toujours) à l'output envisagé, difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative), résultats inattendus (positifs ou négatifs). Ces éléments doivent permettre au lecteur de comprendre si et comment les outputs seront atteints.

2.7 Thèmes transversaux

Expliquer comment l'intervention a tenu compte des thèmes transversaux (TT). Donner un aperçu des réalisations. Intégrer certains exemples concrets (bonnes/mauvaises pratiques). Quels ont été les groupes cibles impliqués ? Y a-t-il eu des obstacles sur le plan de la préparation et la mise en œuvre de ces activités ? Comment l'intervention les a-t-elle surmontés ?

2.7.1 Genre

2.7.2 Environnement

2.7.3 Autre

2.8 Gestion des risques

Mettre à jour votre matrice de gestion des risques sur la base de l'analyse effectuée. Si une note C ou D est attribuée à un risque, détailler les mesures qui ont été/seront prises et indiquer la personne/l'acteur responsable. Pour plus de détails sur les risques et leur analyse : voir le Guide MoRe Results.[17]

[17] *À l'instar de la matrice de monitoring (indicateurs), vous pouvez utiliser le tableau de ce template ou le remplacer par votre propre format (p. ex., celui de votre monitoring opérationnel), pour autant qu'il fournisse les mêmes informations.*

3 Pilotage et apprentissage

3.1 Réorientations stratégiques

.

3.2 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
Description des recommandations	*L'acteur responsable de la (des) approbation de la recommandation*	*p. ex., Q1, Q2, Q3 ou Q4 de l'année N+1*
Il n'y a pas encore de recommandations		

3.3 Enseignements tirés

4 Annexes

4.1 Critères de qualité

Pour chacun des critères (Pertinence, Efficience, Efficacité et Durabilité potentielle), plusieurs sous-critères et des assertions relatives à ces derniers ont été formulés. En choisissant la formulation qui correspond le mieux à votre intervention (ajouter un « X » pour choisir une formulation), vous pouvez calculer la note totale applicable à ce critère spécifique (voir infra pour les instructions de calcul).

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.		
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D		
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	A	B C D
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?		
...	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
...	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?		
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).
	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.		
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D		
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B C D
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?		
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.

	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?		
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?		
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	**A**	**B**	**C**	**D**
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?				
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.		
	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimes restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.		
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.		
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.		
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?				
	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.		
	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.		
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.		
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.		

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	**A**	**B**	**C**	**D**

4.1 Durabilité financière/économique ?		
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?		
	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?		
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

4.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Fournir un aperçu des décisions stratégiques importantes prises par le Comité de pilotage et assurer le suivi de ces décisions.[18]

Décision à prendre					Action			Suivi	
Décision à prendre	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
Il n'y a pas encore eu de SMCL									

[18] *Vous pouvez utiliser le tableau de ce template ou le remplacer par votre propre format (p. ex., celui de votre monitoring opérationnel), pour autant qu'il fournisse les mêmes informations.*

4.3 Cadre logique mis à jour

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif Global : L'évacuation de la production agricole des exploitants familiaux, dans les districts de Tshilenge, Kabinda et Sankuru de la Province du Kasaï oriental vers les points d'évacuation (routes, fluviaux, ferroviaires) et vers les centres de consommation est améliorée, ainsi que les accès aux services et à la mobilité des personnes	Augmentation du trafic; Réduction du temps de trajet; Augmentation de la taille des marchés	Enquêtes; Statistiques des CLER; Etude d'impact après programme	La demande de transport est augmentée grâce à une production agricole accrue; La paix et la sécurité sont maintenues dans la zone du programme
Objectif spécifique Mettre à disposition des utilisateurs un réseau multimodal prioritaire, durable et praticable en toute saison grâce à la réhabilitation et aux mécanismes d'entretien	Km de routes praticables en toute saison; La vitesse moyenne de parcours est maintenue; Les impacts environnementaux sont analysés (via les EIE) et atténués ; Contribution chiffrée de l'état congolais à l'entretien	Information dans le système SIG de la cellule technique; Statistiques au niveau des accès des routes retenues; Rapports périodiques et d'évaluation; Rapport annuel CRP	Les autorités s'engagent entièrement dans la pérennisation de l'entretien et contribuent financièrement à l'entretien
Résultat 1 La maîtrise d'ouvrage au niveau provincial est renforcée	CRP opérationnel et transparent; Les effectifs nécessaires pour le bon fonctionnement de la cellule sont opérationnels; Les plans individuels de développement sont exécutés comme prévu; % du réseau introduit dans le système SIG; % de l'information sur le réseau dans le système SIG adaptée au moins trimestriellement	Rapports des activités de la CRP ; Rapports annuels ; Système de suivi interne ; Base de données CRP	Engagement durable des autorités provinciales pour l'installation de la cellule ; Formateurs trouvés ; Ressources humaines trouvés
Résultat 2: Un réseau multimodal de	Rapports disponibles (baseline, analyse multicritère);	Rapports des activités ; Rapports annuels du programme ;	Bureau d'étude trouvé ; Formateurs trouvés ;

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
transport, répondant aux priorités provinciales de développement, est réhabilité	Priorisation faite; Existence du PGES; PGES exécuté; Nombre de personnes formées; Augmentation du nombre de personnes spécialisées en HIMO; Réhabilitation de « x » km de routes; Réduction du temps de trajet; Réhabilitation de « x » bacs; Réhabilitation de « x » km de petites voies fluviales; Construction de « x » débarcadères	PV des réunions CRP ; Base de données SIG (PRODEKOR et MPTPI) ; PV de réception des marchés de travaux et des services	PME/ONG trouvés ; Ressources humaines trouvés
Résultat 3: Un réseau multimodal de transport est entretenu à travers des structures locales	Nombre de structures locales appuyées; Entretien de « x » km de routes pendant « y » temps; Qualité moyenne de l'entretien; Nombre de personnes formées; Hommes-jours de travail crées; Nombre de CLER professionnalisés	Rapports des activités ; Rapports annuels des CLER, COORDICLER et FEDECLER ; Fiches d'abattement ; Système de suivi interne ; PV des réunions ; Base de données SIG	Bureau d'étude trouvé ; Formateurs trouvés ; Ressources humaines trouvés ; Engagement durable des autorités congolais dans le suivi de la qualité de l'entretien
Résultat 4: Les bonnes pratiques d'utilisation du réseau sont appliquées	L'étude sur la réglementation existante disponible; Nombre de personnes directement touchées par les activités de sensibilisation; Nombre de plaintes de tracasseries; Nombre d'installations de réglementation du trafic mise en place; Pourcentage des véhicules surchargés; Cas de non-respect des barrières de pluie diminué	Rapports de l'ombudsman ; Rapports des activités ; Rapports annuels ; PV des réunions de la CRP ; Statistiques de comptage/de contrôle/de pénalisation par l'autorité congolaise ; PV des réunions de la Commission Permanente de la Circulation Routière	Expert trouvé ; Formateurs trouvés ; Ressources humaines trouvés ; Fonctionnement des organismes de contrôle

4.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	
Rapport *Baseline* enregistré dans PIT ?	
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	mm/aaaa (estimation)
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	mm/aaaa (estimation)
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	

4.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Fournir le rapport « Budget versus Actuels (y – m) » (il peut simplement être joint au présent document et ne doit pas faire partie du rapport en tant que tel).

4.6 Ressources en termes de communication

Dans la présente annexe optionnelle, les interventions devraient mentionner tout le matériel disponible (articles, livres, vidéos, etc.) relatif aux effets de l'intervention sur les bénéficiaires, en ce compris des études, des rapports de capitalisation ou encore des publications (scientifiques). Le recours à du matériel utilisant des méthodes centrées sur les bénéficiaires est grandement apprécié (« story telling »…).